

● Des classements méthodiques et des dossiers volumineux garniront de plus en plus les étagères de nos hautes administrations tandis que, parallèlement, les dégradations s'amplifieront, tant que l'autorité de l'Etat ne pourra s'appuyer — comme dans des pays voisins — sur une conscience populaire et un esprit civique retrouvés !

● Si l'autorité renonce aux louvoisements, aux dérogations, aux volte-faces et place son action, à tous les échelons, au seul service du « bien public », alors les hommes de ce pays, rétablis dans leur dignité, sauront recréer entre eux et avec leur environnement, des rapports équilibrés, justes et courtois.

● C'est à une réflexion fondamentale sur les conditions de la survie de l'espèce humaine et de la Nature au XXI<sup>e</sup> siècle et à une politique résolue que nous contraindra la démesure de notre puissance de destruction.

Dans le cadre des Journées Aménagement et Nature, une fois de plus est apparue la nécessité d'une politique de loisirs soucieuse de respecter les sites et les aspirations des hommes de ceux qui viennent et de ceux qui accueillent.

● Respecter ceux qui viennent entraînerait avant tout le respect de leur habitat et de leur environnement permanent : les cités.

● Des saumons de fontaine supporteraient-ils de vivre dans des bacs de plus en plus pollués, d'où on les projeterait quelques jours par an dans leur torrent originel ? Pour les citadins, c'est bien pire : la recherche d'un profit maximum immédiat conduit à leur créer des besoins vacanciers artificiels qui permettent de leur « vendre » au plus haut prix : l'eau, la neige, le soleil.

Respecter les ruraux qui voudraient être mis à même de recevoir, chez eux, avec leur noblesse naturelle et leurs traditions séculaires, relève pour nombre de promoteurs d'un ridicule sentiment folklorique. On ignore le plus souvent les ruraux en dehors de colloques où l'on bêtifie trop souvent — en leur absence — sur leur vocation irremplaçable de « gardiens » de la nature. « Pourquoi ne pas nous donner une casquette ? » grognait, ulcéré, l'un d'entre eux égaré au Congrès du C.E.N.E.C.A. Cet homme sentait profondément, sans l'exprimer, que tout chef d'exploitation agricole, si petite que soit son exploitation, a, de père en fils, des responsabilités de P.D.G. ; nombre d'entre eux mènent un combat farouche pour rester des hommes responsables et libres.

Ainsi s'expliquent les réactions des montagnards devant la création des « cités industrielles » de loisirs où ils se sentent expropriés, prolétariés et colonisés.

M. Philippe Saint-Marc nous dit que les biens immatériels se raréfient. Ces biens, dont la disparition ou la spoliation n'entrent jamais, nous a dit M. Bertrand de Jouvenel, dans nos balances de comptes.

...Autrefois, Diogène, dans son tonneau, pouvait se gorger chaque jour de soleil, et il suffisait à Alexandre de se déplacer d'un mètre pour lui en rendre la jouissance. ...Aujourd'hui, quelle autorité pourrait-elle rendre leur soleil aux faubourgs de nos cités ?

Et cependant, tout deviendrait simple si nous savions ouvrir nos yeux et notre cœur à nos frères et aux merveilles que prodigue encore la Nature. Mais il faudrait une prise de conscience profonde des périls mortels auquel l'appétit effréné de Puissance et d'Argent accule notre espèce.

Il faudrait aller plus avant dans ce débat, et tenter d'établir avec vous combien seraient simples les mesures à prendre si on voulait vraiment sensibiliser les hommes à ces questions, et permettre aux ruraux d'aborder en pleine connaissance de cause les mutations inéluctables et de pouvoir conserver la maîtrise de leur patrimoine foncier, valorisé par le tourisme.

Les moyens de cette formation existent pour l'essentiel. Mais la stagnation de nos « structures mentales » est particulièrement grave dans notre ère de mutations accélérées. Sentons-nous, par exemple, les forces vives et l'élan créateur que déclencheraient, dans les zones rurales destinées à un développement touristique, des directives de Paris. « lâchant les rênes » à des inspecteurs d'Académie de qualité invités à imaginer (avec toutes les compétences locales et régionales concernées) des enseignements rajeunis, concrets, des classes terminales conçues en fonction de l'avenir économique, agricole, touristique localement prévisible ? Tandis que les responsables de l'Équipement, du Crédit Agricole, des banques régionales... seraient invités à penser et à préparer les infrastructures, les équipements et les modes de financement qui permettraient, pensés avec les représentants élus et accrédités des populations, de confier à celles-ci, pour l'essentiel, propriété, gestion et animation de ce développement.

Quelle authentique décentralisation ! Quel coup de pied dans l'aveugle termitière actuelle !

R. COCHE

# le plan de paysage

Par P. PICARD

Une prise de conscience plus généralisée du fait que l'air, l'eau, l'espace sont des denrées plus rares qu'on ne le pensait se traduit aujourd'hui par les préoccupations sur l'environnement.

Jusqu'à présent un consensus s'établissait relativement aisément pour reconnaître à des sites particuliers une valeur à conserver : les jardins de Versailles, les vues d'un château, etc.

Aujourd'hui, ce ne sont plus seulement quelques espaces privilégiés à maintenir coûte que coûte dont il est question, mais de conserver, améliorer, recréer le milieu de notre vie quotidienne : c'est le droit à un équilibre aussi quotidien ou habituel que possible, pour chacun, entre un habitat, des lieux de travail, de détente, de loisirs épanouissants.

L'espace qui nous est imparti, le territoire dans lequel notre vie individuelle et collective se passe, inclut, avec des fréquences plus ou moins rapprochées et des temps d'occupation plus ou moins longs, des ensembles bien plus vastes

que notre logement et notre lieu de travail. Nous sommes donc tous « clients » d'espaces variés et nous prenons conscience que beaucoup d'entre eux, loin d'être agréables ou épanouissants, se dégradent et se chargent des nuisances les plus diverses.

Pour essayer de mettre un peu d'ordre dans la croissance urbaine, on s'est forgé un outil : « le plan d'urbanisme », associé à toute une série de règlements qui essayent d'éviter l'anarchie et modèlent, bon gré, mal gré, le cadre de vie urbain.

En dehors de l'espace urbain, incluant d'ailleurs celui-ci, mais à une échelle plus vaste, il n'existe aucun outil permettant de décrire une situation par rapport aux besoins de l'ensemble de ceux qui, à titre divers, en sont les bénéficiaires.

L'ambivalence des situations se comprend aisément si l'on pense à la campagne :

— Outil de travail et milieu de vie habituel de l'exploitant agricole ;



Photothèque Minist. Agriculture - Ph. BRINGE

- Mais aussi espace de détente pour un nombre croissant d'urbains ;
- Et encore milieu régénérateur de l'air et de l'eau, etc.

Le fait nouveau est donc qu'un nombre grandissant de preneurs se sent vocation à intervenir dans les décisions à prendre sur des milieux qu'en première analyse on ne pensait pas concernés :

- Vu sous un angle strictement économique, la suppression totale des haies dans le remembrement pouvait avoir un caractère évident ;
- Dans certains cas, tant pour des raisons écologiques que pour maintenir un certain aspect à une région donnée, une telle décision peut être contestée (les inconvénients économiques pour l'exploitant devant alors être éventuellement repensés).

## 1 - LE PLAN DE PAYSAGE DOIT AIDER A LA FORMATION DU CONSENSUS GÉNÉRAL SUR UN TERRITOIRE DONNÉ

Étant donné ce droit de regard de partenaires toujours plus divers sur l'environnement, il faut pouvoir exprimer en termes accessibles et scientifiques à la fois les notions objectives et subjectives liées à l'environnement. C'est là l'objectif que se fixe le plan de paysage.

### 1.1. L'ÉCHELLE D'UN PLAN DE PAYSAGE.

Un tel travail devra se faire à des échelles diverses puisqu'il influencera finalement les décisions individuelles, mais avant

d'en arriver là, il nous semble indispensable de travailler à une échelle plus vaste qui sera à définir dans chaque cas autour d'unités qui sembleront s'imposer par leurs caractéristiques physiques ou humaines.

- Ensemble lié à une vallée ;
- Ensemble lié à un massif montagneux ou boisé ;
- Sous région industrielle et urbaine...

Il semble important en tout cas d'englober au départ un territoire suffisamment vaste pour pouvoir faire ressortir les caractéristiques par grandes masses.

### 1.2. LA MATIÈRE DU PLAN DE PAYSAGE EST UNE DYNAMIQUE.

Un « paysage », qu'il soit agricole, urbain, du plus naturel au plus sophistiqué, est une résultante, à un moment donné, d'un nombre important de forces.

Ne concevoir l'environnement que dans un système conservatoire est se lier à ne maintenir, à grands frais souvent, que des vestiges du passé, respectables et importants, mais qui ne sont pas TOUT notre propos.

Le paysage, tel que nous le concevons ici, est en fait, à tout moment, l'expression réelle d'une volonté de civilisation. Ce qu'il sera demain dans une politique de l'environnement sera, de même, l'expression d'une volonté de civilisation, mais consciente de ce que le laisser-faire risque d'amener d'irréversible. Cette volonté de civilisation se donnera les outils d'une modification ou d'une conservation volontaire et non subie.

## 2 - LES ÉLÉMENTS A PRENDRE EN COMPTE DANS UN PLAN DE PAYSAGE

Si moins de 10 % du territoire de la France est urbanisé, il est de plus en plus évident que le système le plus modificateur de l'environnement à notre époque est le système « Urbain-Industriel » et non le système rural.

Si dans le passé les cultivateurs, en élargissant les clairières, en sont arrivés à réduire considérablement la surface boisée du pays, si aujourd'hui encore ils peuvent transformer un pays de bocage en plaine sans arbres, les incidences de la vie urbaine et industrielle ont une portée infiniment plus grave et plus profonde.

Le rapport des populations étant inverse de celui de l'occupation du sol (70 % environ de population urbanisée), la « demande » d'espace est de plus en plus une demande d'urbains pour des buts plus nouveaux et allant s'amplifiant :

- Espace industriel ;
- Loisir, détente ;
- Vacances ;
- Mais aussi cadre de vie quotidien.

C'est donc en tenant compte de la pression relative des différends intervenant que l'on établira le plan de paysage.

### 2.1. LES PRESSIONS MODIFICATRICES DU PAYSAGE.

Éléments naturels, genre de vie, modifications d'origine économique ou sociale sont les éléments de pression qui modifient à tout moment le paysage. Sauf cataclysme et grandes variations géologiques, le premier élément est généralement ressenti comme positif, bien que, ou plus en détail, très souvent ces phénomènes « naturels » puissent avoir des effets « dégradateurs » et nécessitent une action de l'homme. Mais, parmi les autres facteurs de transformation, l'élément « vie et activité de l'ensemble urbain industriel » paraît avoir le plus grand poids modificateur. C'est donc souvent là où il se manifeste ou risque de se manifester demain qu'il faut essayer de prévoir les modifications, évaluer les « valences » de ce qui existe pour être capable de proposer des solutions ressenties par la collectivité d'aujourd'hui comme positive, sans pour autant trop irréversiblement hypothéquer le milieu de vie de demain dont on ne sait quelle « vision de civilisation » sous-tendra le cadre de vie.

## CONCLUSIONS

On aperçoit la complexité du problème et l'importance de l'outil qui permettra à chacun, quel que soit son point de vue et sa position dans le système national, d'être informé sur la réalité du paysage reçu aujourd'hui et les transformations qu'il va subir.

C'est le but que se propose le Plan de Paysage, de concrétiser ces options et d'armer l'aménageur avec le moyen de sortir de la subjectivité pure pour travailler sur une trame qui permette de rassembler les partenaires autour d'un avenir accepté et non subi.

P.P.